

ARRETE

**Arrêté du 5 octobre 2011 fixant la liste des actes de médecine ou de chirurgie des animaux que peuvent réaliser certaines personnes n'ayant pas la qualité de vétérinaire**

NOR: AGRG1121105A

Version consolidée au 17 février 2014

Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire,

Vu le code rural et de la pêche maritime, et notamment les articles L. 243-2 et L. 243-3 ;

Vu le décret n° 2011-1244 du 5 octobre 2011 relatif aux conditions dans lesquelles certaines personnes peuvent réaliser des actes de médecine et de chirurgie vétérinaires,

Arrête :

**Article 1**

Peuvent être pratiqués par les personnes visées à l'article L. 243-2 du code rural et de la pêche maritime les actes suivants :

a) L'application de tout traitement y compris par voie parentérale, individuel ou collectif, à visée préventive ou curative ;

b) Pour les actes relevant de la reproduction :

— l'application de protocoles de traitements hormonaux pour la maîtrise du cycle œstral des femelles ;

— les constats d'aptitude à la reproduction et les constats de gestation dans les espèces bovine, ovine, caprine et porcine ;

— l'assistance à la mise bas par voie naturelle, peri et post-partum ;

c) Pour les actes relevant de la conduite d'élevage :

— la castration des animaux dans les espèces bovine, ovine, caprine, porcine et aviaires ;

— la caudectomie des animaux dans les espèces ovine et porcine ;

— l'écornage ;

- l’encochage ;
- la taille des appendices cornés (débecquage, dégriffage et parage) ;

d) Pour les actes de dentisterie :

- le meulage de dents ;
- l’extraction des dents de lait ;
- la coupe de dents dans l’espèce porcine.

e) La réalisation de prélèvements biologiques à visée diagnostique ou zootechnique ;

f) L’examen lésionnel externe et interne des cadavres.

NOTA:

Conseil d’Etat, décision n° 347639, 347640, 354692, 354721, 354722, 354723 du 11 décembre 2013 (ECLI:FR:CESSR:2013:347639.20131211), article 3 : L’arrêté du 5 octobre 2011 du ministre de l’agriculture, de l’alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l’aménagement du territoire est annulé en tant qu’il permet aux personnes visées à l’article L. 243-2 du code rural et de la pêche maritime de pratiquer des opérations de castration ou de caudectomie sur des porcs âgés de plus de sept jours.

## **Article 2**

Peuvent être pratiqués par les techniciens visés au 7° de l’article L. 243-3 du code rural et de la pêche maritime les actes suivants :

a) Pour les actes relevant de la conduite d’élevage :

- la caudectomie dans les espèces ovine et porcine ;
- l’écornage ;
- l’encochage ;

b) Les prélèvements biologiques à visée zootechnique ;

c) Pour les actes relevant de la reproduction :

- les opérations de reproduction par coelioscopie dans les espèces bovine, ovine, caprine et porcine ;
- la production d’embryons in ovo ou in vitro ;
- l’application de protocoles de traitements hormonaux pour la maîtrise du cycle œstral des femelles ;
- les constats d’aptitude à la reproduction et les constats de gestation hormis tout acte de diagnostic d’affection des organes génitaux dans les espèces bovine, ovine, caprine et

porcine ;

d) Pour les actes de dentisterie :

- le meulage de dents ;
- l'extraction des dents de lait ;
- la coupe de dents dans l'espèce porcine.

### **Article 3**

Peuvent être pratiqués par les techniciens visés au 11° de l'article L. 243-3 du code rural et de la pêche maritime les actes suivants :

- l'élimination des pointes d'émail et des aspérités des tables dentaires ;
- l'extraction de dents de lait et de dents de loup.

### **Article 4**

La directrice générale de l'alimentation est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 5 octobre 2011.

Bruno Le Maire